



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Saint Denis, le 22 JUIN 2022

MADAME LA MAIRE DE SAINT DENIS

A

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
VILLE ECOLOGIQUE

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT, DE L'URBANISME
ET DU PATRIMOINE HISTORIQUE ET ARTISTIQUE

SERVICE ERP

Affaire suivie par: SERP

Tél: 0262 4045 04

N/Réf: DL/N/61/2022/224

Objet: notification de décision

Madame la Responsable
Du « RECTORAT ET INSPECTION
ACADEMIQUE »
24 avenue Georges Brassens Zac du Moufia
97490 Sainte-Clotilde

LR+AR

Madame la Responsable,

Lors de sa séance du 24 mai 2022, la Commission de Sécurité de l'Arrondissement Nord a procédé au réexamen de la situation administrative suite à la visite du 18 mai 2021 concernant votre établissement.

Elle a émis un **avis défavorable** assorti de prescriptions pour la mise en conformité complète de votre établissement aux règles de sécurité en matière de lutte contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

Je vous notifie par la présente le procès-verbal en date du 30 mai 2022.

Par conséquent, conformément aux pouvoirs de police de la Maire, **je vous mets en demeure** de me faire parvenir, dans un délai impératif de quinze (15) jours à compter de la réception du présent courrier, les justificatifs et/ou échéancier de travaux, que vous mettrez en place, pour la réalisation des préconisations mentionnées dans le procès-verbal.

Passé le délai de 15 jours, une fermeture administrative pourrait être prononcée à l'égard de votre établissement en vertu de l'article R-143-45 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Les documents qui devront être adressés à la Direction de l'Aménagement, de l'Urbanisme et du Patrimoine Historique et Artistique, Service ERP, seront transmis à la Commission de Sécurité en vue de lever l'avis défavorable.

Vous pouvez dès à présent vous rapprocher du service ERP pour travailler à la levée de cet avis défavorable.

Restant à votre disposition pour toute précision, je vous prie d'agréer, Madame la Responsable, l'expression de mes salutations distinguées.



**L'Elue Déléguée à la Police
des Etablissements Recevant du Public**

Copie à la Préfecture, Cabinet EMZPCOI

Karel MAGAMOOTOO
Elue aux E.R.P



**PRÉFET
DE LA RÉGION
RÉUNION**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DAUPHA
Le **03 JUIN 2022**
COURRIER ARRIVÉ

MAIRIE DE SAINT DENIS				
	AH	CI	CT	Service
Cabinet				
DGS				
DGA HPST				
DGA OM				
DGA VA				
DGA VC				
DGA VE	2			DAUPHA
DGA VF				
DGA VM				
CCAS				

COMMISSION CONSULTATIVE
DEPARTEMENTALE DE LA SECURITE
ET DE L'ACCESSIBILITE

Saint-Denis, le **30 MAI 2022**

Sous-commission départementale
pour la sécurité contre les risques
d'incendie et de panique dans
les ERP et les IGH

Commission de sécurité de
l'arrondissement Nord

Courrier arrivé le :
07 JUIN 2022
MAIRIE DE SAINT-DENIS
SERVICE ERP

Le préfet

A

Madame la maire
de la commune de Saint-Denis

Dossier suivi par : ADC Thierry PERTOU

Secrétariat : 02 62 14 05

Courriel : csa.nordest@sdis974.re

14, rue de Paris
97400 Saint-Denis

02/06/2022



Référence : 2022/GPRV/N° 1666

**Objet : RECTORAT ET INSPECTION ACADEMIQUE : REEXAMEN DE LA SITUATION ADMINISTRATIVE
SUITE A LA VISITE DU 18/05/2021**

Adresse : 24 AVENUE GEORGES BRASSENS - ZAC DU MOUFIA
97400 Saint-Denis

Pétitionnaire : Madame FRUTEAU DECLOS Valérie

Référence : Votre courrier du 20 avril 2022 reçu le 21 avril 2022 sous le 2022A/619.

Pièces jointes : Procès-verbal + Rapport d'étude.

En application de l'article 42 du titre VI du décret modifié 95-260 du 08 mars 1995
relatif au fonctionnement des commissions de sécurité, je vous notifie le procès-verbal de
la CSAN qui s'est réunie le 24 mai 2022 pour l'affaire citée en objet.

MAIRIE DE SAINT-DENIS
Reçu
Le **02 JUIN 2022**
BUREAU DU COURRIER

Le Président de Séance

Benoît SUZANNE

GROUPEMENT PREVENTION

SERVICE PREVENTION NORD

Document rédigé par : ADC Thierry PERTOU

RAPPORT D'ETUDE DESTINE
A LA COMMISSION DE SECURITE DE L'ARRONDISSEMENT NORD
DOSSIER N° 10

OBJET : RECTORAT ET INSPECTION ACADEMIQUE : REEXAMEN DE LA SITUATION ADMINISTRATIVE SUITE A LA VISITE DU 18/05/2021

- Libelle : RECTORAT ET INSPECTION ACADEMIQUE
- Adresse : 24 AVENUE GEORGES BRASSENS - ZAC DU MOUFIA
Saint-Denis
- Responsable unique de la sécurité : Monsieur THERRET Thierry
- Responsable de l'entité : Madame FRUTEAU DE LACLOS Valérie

REFERENCES :

- Numéro d'établissement : E411.00406

PIECES EXAMINEES :

- ☒ Courrier du 30 mars 2022 détaillant les mesures engagées.
- ☒ Rapport des installations électriques APAVE n°R12172832-001-1 du 16/08/2021.
- ☒ Rapport de contrôle technique quinquennal ascenseur de SOCOTEC n°REUY2/AM/21/3681 du 17 juin 2021.
- ☒ Attestation de OTIS de levée des observations du rapport de contrôle technique quinquennal ascenseur de SOCOTEC n°REUY2/AM/21/3681.
- ☒ Rapport des installations GAZ de SOCOTEC n°REUY2/GA/21/1197 du 08 mars 2021. Avec lettre de SOCOTEC certifiant la conformité.
- ☒ Rapport de vérification réglementaire sur mise en demeure des locaux d'archives et de stockage de SOCOTEC REUY1/22/147. (5 OBSERVATIONS)
- ☒ Rapport de vérification réglementaire sur mise en demeure SSI/désenfumage de APAVE n°R12172832-001-1.
- ☒ Rapport de vérification triennale du SSI A de APAVE n° 12242844-001-1 du 14 décembre 2021.
- ☒ Rapport de diagnostic SSI du coordinateur établi par Inset.

PRESENTATION :

Le terrain, limité par une grille de 02,50m de hauteur, est longé intérieurement sur deux côtés, par une voie privée de 5m de largeur. Il est bordé au Sud/Ouest par la rocade de Moufia et est accessible par deux portails de 04,50m placés au nord/Ouest et au Sud/Ouest.

Le site regroupe principalement au Sud et à l'Est :

- 01 bâtiment de forme triangulaire éclairé par deux patios à l'Est et au Nord/Ouest,
- 01 parking extérieur de 210 places.

Le bâtiment, d'une longueur de 134m environ et de 60m de largeur, comporte cinq niveaux dont un sous-sol, un rez-de-jardin, un rez-de-chaussée et deux étages, ainsi que quelques locaux techniques en toiture.

Les éléments de structure principaux et les planchers sont en béton armé, les murs ou cloisons en panneaux de plâtre ou en béton.

Les escaliers sont en béton (quatre desservants toute la hauteur de la construction et deux autres entre le rez-de-chaussée et le 1^{er} étage dans le hall principal). Et deux qui desservent le sous-sol.

La toiture est constituée d'une dalle surmontée de quelques édicules en béton recouvert d'éléments métalliques.

L'établissement comprend :

- **Dernier niveau (toiture terrasse) :**

(Suppression des 04 machineries d'ascenseur, Régularisation administrative à faire)

- 01 monte-charge
- **Deuxième étage :**
 - Des bureaux.
 - 01 salle de visioconférence
 - des salles de réunion
 - 01 vide sur le hall central
 - des circulations protégées
 - des sanitaires
 - des espaces d'attente
- **Premier étage :**
 - des bureaux.
 - des dépôts (sous comble)
 - des locaux d'archives
 - des salles de réunion
 - 01 salle audiovisuelle
 - des espaces d'attente
 - 01 vide sur le hall central et des circulations protégées
 - 02 patios
- **Rez-de-chaussée :**
 - des bureaux
 - 1 standard téléphonique
 - des salles de réunion
 - 01 salle des coffres

- des espaces d'attente
- 01 local d'entretien
- des sanitaires
- 01 hall central et des circulations protégées
- 02 patios

Rez-de-jardin (2718m² SHON) :

- 01 parc de stationnement de 21 places
- des bureaux
- 01 local d'archives
- 01 cafétéria
- 01 atelier d'entretien
- 01 cuisine
- 01 poste de transformateur
- des réserves
- 01 local poubelle
- 01 logement de fonction (gardien)
- 01 chambre froide
- des sanitaires
- des espaces d'attente
- 02 patios
- des salles de réunion
- 01 hall central et des circulations protégées
- des locaux de reprographie
- 01 magasin

Sous-sol :

- 01 parc de stationnement de 63 places
- des locaux techniques

EFFECTIF DES PERSONNES REÇUES :

- Personnel : 480
- Public : 500
- Total : 980

CLASSEMENT :

Etablissement du TYPE W de 2^{ème} CATEGORIE

Avec activités annexes de types : L N PS

REGLEMENTATION APPLIQUEE :

- Décret modifié n°95-260 du 08 mars 1995 relatif aux commissions consultatives départementales de sécurité et d'accessibilité
- Arrêté préfectoral n° 2019-299 du 13 mars 2019 sur Le règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie (RDDECI).
- Arrêté du 25 Juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public (ERP).
- Arrêté du 23 Mars 1965 modifié portant approbation des dispositions générales et particulières du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public (ERP).
- Arrêté du 21 Avril 1983 modifié portant approbation des dispositions particulières du type W (Administrations, banques, bureaux).
- Arrêté du 21 Juin 1982 modifié portant approbation des dispositions particulières du type N (Restaurants et débits de boissons).
- Arrêté du 12 Décembre 1984 modifié portant approbation des dispositions particulières du type L (Salles à usage d'auditions, de spectacles, de réunions ou à usages multiples).

PRESCRIPTIONS PERMANENTES :

- Tenir à jour un registre de sécurité (Article R123-51)
- Afficher l'avis relatif au contrôle de la sécurité dans le hall d'entrée article GE.5
- En cours d'exploitation, l'exploitant devra faire procéder annuellement aux vérifications et contrôles techniques des installations suivantes :
 - Par un organisme ou une personne agréée
 - o SSI de catégorie A ou B tous les 3 ans (Article MS 73)
 - o Ascenseurs tous les 5 ans (Article AS 9)
 - Par une entreprise ou technicien compétant :
 - o Le désenfumage, (Article DF10)
 - o L'électricité, l'éclairage, (Article EL 19)
 - o Le réseau gaz (Article GZ 30)
 - o Extincteurs (Article MS 73)
 - Dans le cadre d'un contrat d'entretien
 - o SSI de catégorie A ou B (Article MS 68)
 - o Installation de détection automatique d'incendie. (Article MS 58§ 3)
 - o Ascenseur (Article R125-2-1 du code de la construction et habitation)
 - o Les portes automatiques (Article CO 48 §3)

- Tenir à la disposition de la Commission de sécurité les attestations et rapports de vérifications des installations techniques, ils doivent être annexés au registre de sécurité.
- Prendre toutes les dispositions pour permettre un contrôle efficace des moyens de secours, lors des visites périodiques effectuées par les commissions de sécurité. (Article MS 74)
- Former le personnel, sur les procédures d'évacuation, la mise en sécurité et la manipulation des moyens de secours notamment le SSI (Article MS 48), complétée éventuellement par des exercices périodiques d'évacuation. (Varier les scénarios). (Article MS 67 § 3).
- Installer dans les sanitaires un dispositif destiné à rendre l'alarme perceptible en tenant compte de la spécificité des locaux et des différentes situations de handicap des personnes amenées à les fréquenter isolément (Article MS 64§3)
- Annexer au registre de sécurité, les mesures, les procédures et consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap. Principes fondamentaux d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrées lors de l'évacuation (Article GN8).
- Libérer de tout obstacle, aucune saillie ou dépôt doit réduire la largeur réglementaire des dégagements et les issues de secours, les maintenir déverrouillés de manière à faciliter l'évacuation du public en cas d'urgence (Article CO 37)
- Maintenir les rideaux métalliques de la porte d'entrée en position ouverte pendant les heures d'ouverture.
- Disposer en permanence des lampes de rechange pour le bloc autonome d'éclairage de sécurité (Article EL18, EC 19).
- Grouper en façade le ou les dispositifs de mise hors tension générale de l'installation électrique de l'établissement (source normale et source de remplacement), article EL 11.
- Maintenir les accès pour les véhicules de secours en empêchant le stationnement le long des voies engins, article CO 4.

PROPOSITIONS DE PRESCRIPTIONS :

1. Régulariser les travaux de construction ou d'aménagement, réalisés sans avis de la commission de sécurité, mise en évidence lors de la dernière visite périodique de votre établissement.

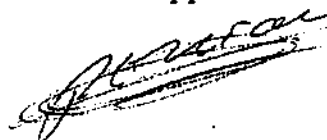
Pour ce faire, il faudra déposer un dossier au maire en vue de recueillir l'avis de la commission de sécurité compétente. Ce dossier devra répondre aux dispositions de l'article R 143 - 22 du code de la construction et habitation. (Article L 111 - 8).
2. Transmettre attestation de la totalité des réserves des : (Article GE 6 à 9)
 - Rapport APAVE n°R12172832-001-1 des installations électriques, reste 98 observations. (Article EL 19 et EC 15)
 - Rapport de vérification réglementaire sur mise en demeure des locaux d'archives et de stockage de SOCOTEC REUY1/22/147
 - Rapport de vérification réglementaire sur mise en demeure SSI/désenfumage de APAVE n°R12172832-001-1
 - Rapport de vérification triennale du SSI A de APAVE n° 12242844-001-1
 - Rapport de diagnostic SSI établi par Inset

3. Assurer l'isolement des locaux à risques, en les équipant de bloc porte coupe-feu ½ heure muni de ferme porte. (Article CO28 & W 4)
4. Maintenir les accès pour les véhicules de secours en empêchant le stationnement le long des voies engins, article CO 4.
5. Évacuer le stockage situé le long du TGBT et en liaison avec les grilles d'aération. (Article CO 28)
6. Réparer les portes et ferme-portes du SAS qui mènent au parking administratif. (Article PS 13 §13)

PROPOSITION D'AVIS :

Au regard de la réglementation en vigueur et après avoir procédé à l'examen du dossier transmis, le rapporteur propose d'émettre un avis défavorable sur le dossier présenté, l'établissement fait l'objet d'une autorisation de travaux avec une demande de dérogation.

Le Rapporteur,



ADC Thierry PERTOU

Nota : Ce document ne vaut pas avis de la commission de sécurité.



**PRÉFET
DE LA RÉGION
RÉUNION**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Courrier arrivé le :

07 JUIN 2022

**MAIRIE DE SAINT-DENIS
SERVICE ERP**

COMMISSION CONSULTATIVE
DEPARTEMENTALE DE LA SECURITE
ET DE L'ACCESSIBILITE

PROCES-VERBAL

Sous-commission départementale
pour la sécurité contre les risques d'incendie
et de panique dans
les ERP et les IGH

Séance du : 24 mai 2022

Commission de sécurité de
l'arrondissement Nord

Dossier suivi par : ADC Thierry PERTOU

Téléphone : 02 62 80 14 05
Courriel : csa.nordest@sdis974.re

ETABLISSEMENT : RECTORAT ET INSPECTION ACADEMIQUE

OBJET : Réexamen de la situation administrative suite à la visite du 18/05/2021

TYPE : W DE 2^{ème} CATEGORIE

Avec des annexes : L N PS

ADRESSE : 24 AVENUE GEORGES BRASSENS - ZAC DU MOUFIA

COMMUNE : Saint-Denis

La Commission de Sécurité a procédé à l'**examen du dossier** de l'établissement mentionné ci-dessus. Les membres de la commission émettent la conclusion suivante :

☐ **AVIS FAVORABLE**

☒ **AVIS DEFAVORABLE**

Anomalies relevées et références réglementaires :

*Rapport Et avec annexe n° nombre
important de réseaux
Article GEG à GES.*

☐ **La commission ne peut examiner le dossier**

En l'absence du document prévu à l'article 45 du décret modifié n° 95-260 du 08 mars 1995

☐ **La commission ne peut délibérer**

En l'absence d'un ou plusieurs de ses membres (art 12 du décret modifié n° 95-260 du 08 mars 1995)

☐ **La commission ne peut se prononcer**

En l'absence d'un ou plusieurs documents prévu (s) aux articles art 46 et 47 (art 48 du décret modifié n° 95-260 du 08 mars 1995)

☐ **La commission diffère son avis**

En l'absence des rapports techniques exigibles par la réglementation contre le risque d'incendie. (Circulaire du 23 avril 2003)

Le président de Séance,

Benoît SUZANNE
Benoît SUZANNE

(Exemplaire destiné au Maire)